

[Texte]

having to expire those and then go on unemployment insurance.

In addition, if one were looking for a way of spreading scarce public dollars more evenly, one might want to build on some of those private pension plans that already exist by assisting employers and workers who have contributed to those plans. In other words, make it feasible for workers not to take much of an actual reduction and yet opt out of that work force before the age of 65.

• 1605

From a standpoint of the work that business and labour have done at the centre, and indeed of the analysis that has been done at the staff level of the centre, a worker who has now severed his relationship with the work force and has to begin to look at life in a different way really should not have to be faced with making more selections from a plethora of programs out there.

He or she should not have to find out all the nitty-gritty details of arcane and often complicated programming in order to figure where he or she is going to fit into all of this. There can be some ways of streamlining what is before us.

Mr. Fisher (Saskatoon—Dundurn): Thank you very much, Mr. Chairman, and thank you both of you, the marketing centre and the Canadian council.

There are some very astute observations and I must confess that many of the concerns you have expressed are ones which I have as well, and I do believe it raises more questions than it answers concerning the fact that they have gone to private companies and annuities.

You raised a question that I was not too sure I understood entirely, but the implication seems to me to be—and you can expand on it, if you would—almost an invasion of one's privacy insofar as the Income Tax Act is concerned.

Ms Sims: We were concerned that the proposal, as we understood it, was that contracts would be entered into with private insurance firms not only for the purchase of annuities but for subsequent monitoring of the potential income fluctuations of the person holding the annuity. For example, if they went back to work, they would be asked or in some way obliged to report their changed earnings.

Our question is, how would the insurance company learn that, for example, the \$350-a-year incentive limit had been surpassed without having access to income tax information? There may be alternatives, but we feel a sense of unease without knowing how this aspect would be administered.

[Traduction]

rémunération remplacée par les indemnités de cessation de travail, car il faut alors que celles-ci soient dépensées avant que l'on puisse recourir à l'assurance-chômage.

En outre, si l'on veut trouver des moyens de répartir plus largement et plus également des deniers publics rares, on pourrait prolonger certains régimes de pension privés qui existent déjà en fournissant une aide aux employeurs et aux travailleurs qui ont contribué à ces régimes. En d'autres termes, que les travailleurs ne soient pas forcés de subir une trop grande réduction et qu'ils puissent pourtant se retirer de la population active avant 65 ans.

Au point de vue du travail que les entreprises et les syndicats ont réalisé au centre et même de l'analyse qui a été faite par le personnel du centre, on peut dire qu'un travailleur qui s'est retiré du marché du travail et qui a commencé à voir la vie d'un autre oeil ne devrait pas être forcé de prendre d'autres décisions à même une variété de programmes.

Il ne devrait pas être obligé de découvrir tous les détails infimes de programmes obscurs et souvent compliqués pour savoir si cela s'applique à son cas. On peut trouver des moyens de simplifier les options.

M. Fisher (Saskatoon—Dundurn): Merci beaucoup, monsieur le président, et merci à vous deux, le Centre du marché du travail et le Conseil canadien.

Ce sont là des observations très sensées et je dois avouer que certaines des inquiétudes que vous avez manifestées sont aussi les miennes, et je crois qu'il y a plus de questions que de réponses au sujet du fait qu'on s'est tourné vers les compagnies privées et les rentes.

Vous avez posé une question que je ne suis pas sûr d'avoir parfaitement bien comprise, mais il me semble—vous pourrez préciser, si vous le voulez—que c'est presque une violation de la vie privée des gens en ce qui concerne la Loi de l'impôt sur le revenu.

Mme Sims: Ce qui nous inquiète, c'est la proposition voulant, si nous avons bien compris, que des contrats puissent être conclus avec des compagnies d'assurances non seulement pour l'achat de rentes, mais pour la surveillance subséquente des fluctuations éventuelles du revenu du rentier. Par exemple, si l'intéressé retournait au travail, on lui demanderait ou il serait obligé de faire état du changement de revenu.

La question que nous posons est la suivante: comment la compagnie d'assurances apprendrait-elle, par exemple, que la limite de l'encouragement de 350\$ par année a été dépassée si elle n'a pas accès aux données de l'impôt sur le revenu? Il y a peut-être d'autres solutions, mais nous nous sentons mal à l'aise dans l'ignorance de la manière dont cet aspect de la situation sera géré.